



L'EUROPE SOUS TENSION

UNE MOSAÏQUE D'INTÉRÊTS DIVERGENTS



Pixabay

Equipe de rédaction :

*Claudia Benedetto, Paul Blanjean,
Guillaume Lohest, Monique Van Dieren*

Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*

Mise en page : *Hassan Govahian*

Editeur responsable :

*Paul Blanjean, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
Prix au n° : 2 €*

*Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :
Versez 15 € au compte BE46 7865 7139 3436
des Equipes populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom*



Equipes Populaires

L'Europe, ça sert à quoi ?, s'interroge le premier article de ce dossier. A améliorer notre quotidien, diront certains. A maintenir la paix ou à avoir notre place dans une économie mondialisée et de plus en plus concurrentielle, diront d'autres. A nous pourrir la vie, selon d'autres encore. Et parfois, on a un peu l'impression qu'il y a un peu de tout cela... à la fois. Difficile de se faire une opinion tranchée sur le rôle et l'intérêt de l'Europe, tant ceux-ci sont divergents, et tant la ligne de fracture traditionnelle entre la gauche et la droite est bouleversée. Au point que des alliances toxiques peuvent se constituer entre des populistes anti-européens pur jus que tout pouvait opposer en apparence, comme en Italie.

Le camp des pro-européens fédéralistes convaincus est principalement composé de néolibéraux qui trouvent leur bonheur dans une Europe de la libre concurrence. Les anti-européens se retrouvent principalement dans les partis d'extrême droite nationalistes. Entre ces deux extrêmes, on peut encore distinguer deux tendances, comme l'explique Hubert Védrine dans une interview accordée au *Vif* (13/02/19). D'une part, des partis ou des gouvernements de centre-gauche et de centre-droit qui sont en faveur d'une fédération d'Etats-Nations et pour qui le multilatéralisme est la seule voie possible pour tirer l'Europe vers le haut. Et d'autre part, les eurosceptiques qui, sans y être totalement hostiles, ne se reconnaissent plus dans ce modèle européen, sont déçus par les promesses d'une Europe sociale, ou y sont devenus allergiques à cause des excès de réglementations. Pour lui, l'avenir de l'Europe dépend de cette masse de gens qui ne sont ni anti ni pro-européens à outrance.

Malgré toutes les critiques justifiées sur le fonctionnement d'institutions davantage soucieuses de compétitivité économique que de bien-être des citoyens, peu de partis politiques ou de mouvements sociaux vont jusqu'à affirmer qu'il faut jeter le bébé avec l'eau du bain, à part les populistes qui utilisent l'argument de la "crise migratoire" pour se replier derrière leur drapeau nationaliste. Une question traverse - voire divise - la gauche et va sans doute se cristalliser à l'approche des élections : comment dénoncer l'Europe néolibérale sans pour autant faire le lit de l'extrême droite ?

Dans l'interview qu'il nous a accordée, Arnaud Zacharie en appelle à l'urgence de constituer une force politique progressiste et multilatéraliste pour ne pas avoir à choisir entre le néolibéralisme et le national-populisme.

Monique Van Dieren

L'EUROPE, ÇA SERT À QUOI ?



Équipes Populaires

Contrairement à ce que l'on pense généralement, la cote de popularité l'Union européenne (UE) est en hausse. Cependant, son rôle et ses champs d'action restent flous dans la tête des citoyens. Mis à part l'argument souvent avancé - et non des moindres - du maintien de la paix, que nous apporte l'Union européenne de positif dans notre vie quotidienne ?

Politiques d'austérité, harmonisation fiscale et sociale inabouties, rebondissements dans l'affaire du glyphosate, gestion migratoire catastrophique, institutions technocratiques, démocratie relative, puissance des lobbys, sans compter le controversé dossier TTIP, les arguments négatifs envers l'UE ne manquent pas, au point de pousser les Anglais au divorce. Mais quand on regarde de plus près cet ensemble abstrait, parfois insaisissable, on peut alors se rendre compte de l'étendue de l'influence de l'Europe dans notre quotidien. Les lois européennes nous accompagnent partout ; que ce soit dans notre caddie lorsque nous faisons nos courses, quand nous nous déplaçons en voiture, sur notre lieu de travail, pendant nos études et même quand nous partons en vacances.

Ru supermarché

L'affichage des prix à l'unité (kilo ou litre) des marchandises qui occupent les rayons des magasins a été imposé par l'Europe. Cela permet au consommateur de comparer plus facilement les prix d'une marque à l'autre. L'Europe effectue des contrôles-qualité des produits qui sont vendus sur son territoire comme les jouets, les appareils électriques... Ceux-ci sont estampillés par le marquage CE. L'étiquetage des aliments doit contenir des informations essentielles sur les allergènes, la valeur nutritionnelle et énergétique ainsi que la teneur en matières grasses, en graisses saturées, en glucides, sucres et sel. Et notamment pour la viande doivent être mentionnés : le lieu

de naissance et d'élevage de l'animal, mais aussi le lieu d'abattage et de découpage.

Pour les OGM, l'obligation d'étiquetage existe depuis 1997. La législation n'est pas parfaite mais prémunit le consommateur d'excès. Tout d'abord, seule la culture d'un maïs transgénique est autorisée en Europe (le maïs MON 810 du semencier américain Monsanto). Or, ce dernier est très peu cultivé car la législation permet aux Etats membres de refuser la culture d'OGM sur leur territoire. 17 pays ont interdit leur culture. En Belgique, seule la Wallonie leur a emboité le pas¹. La présence « fortuite » ou accidentelle d'OGM supérieur à 0,9 % doit être obligatoirement mentionnée dans les aliments destinés à l'alimentation humaine ou animale. Par contre, les produits d'origine animale (viandes, œufs, lait, etc.) provenant d'animaux nourris avec des aliments génétiquement modifiés ne doivent pas être étiquetés².

De manière générale, l'Union européenne a adopté une série de directives contre les pratiques commerciales malhonnêtes, telles que la vente forcée, les pratiques commerciales trompeuses et la publicité déloyale. Elle a par exemple imposé un délai de réflexion de 14 jours (droit de rétractation) pour tous les achats effectués (ou les contrats signés) en dehors du magasin : en ligne, à domicile, dans une foire commerciale, en rue...

Sur internet

Les ventes en ligne doivent répondre à une série de contraintes pour éviter les arnaques, ►

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Dès 1950, la Communauté européenne du charbon et de l'acier unit progressivement les pays européens sur les plans économique et politique afin de garantir une paix durable.

25 mars 1957 : Le traité de Rome est l'acte de naissance symbolique de la Communauté économique européenne (la future Union européenne). Il est signé par 6 pays : Allemagne de l'Ouest, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

1^{er} janvier 1973 : Le Danemark, l'Irlande et le Royaume-Uni adhèrent à l'Union européenne, portant le nombre d'États membres à neuf.

1974-1975 : Les dernières dictatures de droite en Europe prennent fin avec le renversement du régime de Salazar au Portugal en 1974 et la mort du général Franco en Espagne en 1975.

1979 : Le Parlement européen accroît son influence sur les affaires européennes et pour la première fois, en 1979, les députés sont élus au suffrage universel direct.

1981 : La Grèce devient le dixième membre de l'UE.

7 février 1992 : La signature du Traité de Maastricht marque la fondation de l'Union européenne par 12 États membres de la Communauté économique européenne (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni), puis 15 en 1995 et 28 aujourd'hui : Allemagne, Italie, Autriche, Lettonie, Belgique, Lituanie, Bulgarie, Luxembourg, Chypre, Malte, Croatie, Pays-Bas, Danemark, Pologne, Espagne, Portugal, Estonie, Roumanie, Finlande, Royaume-Uni, France, Slovaquie, Grèce, Slovénie, Hongrie, Suède, Irlande, Tchéquie.

► notamment concernant l'identification des vendeurs, les frais annexes... Le fameux Règlement général pour la protection des données (RGPD) adopté en mai dernier par l'UE constitue également une avancée en matière de protection de la vie privée, et contribue à contrôler l'usage des données personnelles à des fins commerciales. Ce règlement est donc censé mettre des bâtons dans les roues des GAFAM, dont le modèle économique est basé sur la vente de nos données personnelles à des annonceurs publicitaires.

Aux études

Le programme Erasmus permet aux étudiants, via une aide financière, de poursuivre leurs études dans une université ou une haute école étrangère. La modification des cursus universitaires sur le modèle Bachelier - Master - Doctorat a permis de faciliter l'équivalence des diplômes entre pays européens et indirectement la mobilité des jeunes travailleurs et l'accès à l'emploi.

Dans notre porte-monnaie

En 2002, l'euro est entré dans nos vies et dans celle des citoyens européens issus de 18 pays qui forment la Zone Euro : Autriche, Bel-

gique, Chypre, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Slovénie, Espagne. Notre monnaie unique essuie régulièrement des critiques, notamment, par rapport à la diminution du pouvoir d'achat. Les pro-euro expliquent l'utilité de l'euro de plusieurs façons : cette monnaie unique apporte un plus grand choix et des prix stables pour les consommateurs et les citoyens ; une plus grande sécurité et davantage de débouchés pour les entreprises et les marchés ; une stabilité économique et une croissance plus fortes ; des marchés financiers mieux intégrés ; une présence renforcée de l'UE dans l'économie mondiale ; un signe tangible de l'identité européenne. D'autres prônent une refonte des institutions de la zone euro qui devraient notamment assurer une coordination des politiques économiques afin d'éviter la concurrence fiscale entre les États.

Dans nos communications téléphoniques

Depuis le 1^{er} juillet 2017, l'UE a mis fin au système de Roaming. Lorsqu'on contacte sa famille alors qu'on est en vacances en Europe, on ne paie plus de suppléments. Le plan tarifaire de l'abonnement que vous avez contracté est d'application.

Dans nos valises

L'abolition des frontières internes (1995) a facilité la mobilité des Européens à l'intérieur de l'espace Schengen. Travailleurs et vacanciers européens peuvent depuis lors plus facilement circuler, travailler, vivre, séjourner dans un autre pays européen.

Cette libéralisation du transport aérien européen survenue en 1997 a provoqué des remous du côté des compagnies existantes qui ont dû s'habituer à la concurrence de nouvelles compagnies à bas coûts. Ce qui a sans doute contribué aux difficultés économiques rencontrées par plusieurs d'entre elles.

Dans nos poumons

C'est également grâce ou à cause de l'Europe - selon où on se situe - que l'on ne peut plus fumer dans les lieux publics (restaurants, cafés, bureaux, transports en commun...). C'est également au niveau européen qu'on a décidé d'ajouter aux paquets de cigarettes en 2001 des avertissements de type "Fumer tue" ou "Fumer nuit gravement à votre santé et à celle de votre entourage".

REACH, le règlement de l'Union pour mieux protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques liés aux substances chimiques,

a permis de responsabiliser les entreprises vis-à-vis de la santé des consommateurs. Cela concerne notamment toutes les substances chimiques qui sont employées dans notre vie de tous les jours, par exemple dans les produits de nettoyage, les peintures et des articles tels que les vêtements, les meubles et les appareils électriques.

Dans nos assiettes

L'UE encourage une agriculture biologique par le moyen d'aides financières directes mais aussi par la mise en place d'un programme "fruits et légumes bio" dans les écoles. Par ailleurs, le label bio de l'UE promeut ce type d'agriculture dans tous les Etats membres. Plus largement, les standards européens en matière d'alimentation sont plus élevés qu'aux USA par exemple. « D'un point de vue alimentaire, ce qui compte pour les Américains c'est d'obtenir un goût uniformisé. Pour y arriver, ils peuvent utiliser légalement des organismes génétiquement modifiés, de la viande aux hormones et nourrir leur bétail avec des farines animales³. »

L'Europe est connue pour sa conscience plus écologique par rapport aux autres puissances mondiales. « L'Union européenne sur ces sujets est pionnière, dans le fait de mettre en avant une vision planétaire de ces enjeux et de hisser le débat au niveau des biens communs de l'humanité. Elle peine cependant à convaincre d'autres pays comme l'Inde, les États-Unis ou la Chine, qui portent des visions très différentes de ces enjeux.⁴ »

L'Europe constitue par ailleurs (mais pour combien de temps encore ?) un modèle pour ses voisins en termes de démocratie et de valeurs. « Pour une majorité des Ukrainiens par exemple (descendus dans la rue en 2013 alors que leur président ne voulait pas signer d'accord

d'association avec l'UE), se rapprocher de l'Union européenne signifie d'abord et avant tout l'aspiration à être un jour gouvernés par des leaders qui appliquent les principes de démocratie⁵ ». Cependant, la montée des partis populistes au pouvoir modère cette vision positive de l'Europe. Rappelons au passage que le poids des Etats membres dans les décisions européennes est capital. « Les normes européennes ne sont pas le produit des seules cogitations des fonctionnaires de la Commission européenne, mais d'un processus d'intégration qui implique des représentants des Etats à tous les stades et à tous les niveaux de décision⁶ ». Autrement dit, l'Europe c'est nous. Et c'est à nous, citoyens, d'orienter l'Europe vers un avenir plus écologique, plus égalitaire et plus social. C'est à nous, le 26 mai, de lui indiquer dans quel monde nous voulons évoluer. ■

Claudia Benedetto

1. www.lemonde.fr/planete/article/2018/02/21/l-europe-cultive-tres-peu-d-ogm-mais-en-importe-beaucoup_5260430_3244.html
2. www.ogm.gouv.qc.ca/reglementation/etiquetage/etiquetage_ue.html
3. Frédéric Moray, Chronique 90 secondes pour comprendre, 2015, www.rtl.be/info/monde/international/90-secondes-pour-comprendre-pourquoi-les-normes-europeennes-et-americaines-sont-elles-si-differentes--762530.aspx
4. Où en sommes-nous de notre conscience écologique ? Carine Dartiguepeyrou, dans *Vraiment durable* 2013/2 (n° 4), pp. 15-28.
5. Christian Lequesne, *Ce que l'Europe nous a apporté*, Esprit (Paris, France : 1932), Editions Esprit, 2014, pp. 1-8.
6. Sylvain Brouard, Olivier Costa, Éric Kerrouche, *Les lois françaises sont-elles écrites à Bruxelles ? : l'eupéanisation limitée de l'activité législative en France*, Revue de l'Union européenne, Dalloz, 2012, pp. 503-515.

QUESTIONS DE DÉBAT

- Connaissons-nous d'autres domaines d'influence (positive ou négative) de l'UE dans notre vie quotidienne ?
- L'UE tire-t-elle la protection des consommateurs, des travailleurs (et de tous les citoyens de manière générale) plutôt vers le haut ou vers le bas ? En Belgique, et dans d'autres pays européens ?
- Partage-t-on l'impression trop largement répandue que « l'Europe décide de tout » ?

INFO OU INTOX ? « 80% DES LOIS SONT IMPOSÉES PAR L'UE »

Combien de fois n'avons-nous pas entendu « C'est l'Europe qui décide de tout. On ne peut rien faire ! » ? Un « fact-checking » réalisé par la RTBF prouve par A+B que les lois nationales ne sont pas majoritairement imposées par l'UE.

Certaines études avancent le chiffre de 15,5% au Royaume-Uni, de 14% au Danemark, de 10,6% pour l'Autriche, de 3 à 27% pour la France... L'Allemagne affiche le taux le plus important : 39,1%. De plus, on ne peut pas affirmer catégoriquement que l'Europe nous impose ses décisions puisque le Parlement européen est composé de députés élus au suffrage universel direct, qui représentent les citoyens européens. Le Conseil de l'Union européenne, lui, est composé de ministres nationaux de chaque pays de l'UE. Ils se rencontrent au sein du Conseil afin d'examiner, de modifier et d'adopter des lois et de coordonner les politiques. Ils négocient et adoptent la législation de l'UE avec le Parlement européen, sur la base des propositions présentées par la Commission européenne. Enfin, la Commission européenne (exécutif) représente les intérêts de l'Union dans son ensemble. Elle est composée d'une équipe de commissaires (un par État membre), qui forment ensemble le « collège ». En principe, la Commission présente des propositions de directives qui sont adoptées par le Parlement et le Conseil. Une fois adoptées, les directives sont mises en œuvre par les États membres et la Commission, qui est chargée de veiller à ce qu'elles soient correctement implémentées dans les lois nationales.

LA TACHE BRUNE S'AGRANDIT

La conclusion d'une étude menée en novembre 2018 par le journal britannique The Guardian sur le populisme en Europe était sans appel. En 2018, un Européen sur quatre (25%) votait pour un parti populiste. Vingt ans plus tôt, ils n'étaient que 7%.



Il faudrait sans doute plus d'un article pour analyser ce phénomène. Nous allons essayer de donner quelques éléments d'explication en n'évitant pas la question qui fâche : y a-t-il un lien entre populisme et migration ?

Peuple et populisme

Le populisme peut-il être défini simplement comme la défense du peuple face aux élites ? Aujourd'hui, il a une connotation plutôt négative auprès des démocrates et dans les autres formations politiques car il est souvent synonyme de repli frileux et trouve principalement des débouchés auprès de la droite radicale. Pourtant, la gauche s'est construite dans les rapports de classe en défendant le peuple, la classe ouvrière face à la bourgeoisie. Le quotidien *Le Peuple* était un journal socialiste. Le titre est aujourd'hui un nom de domaine pour le site internet du Parti Populaire dont l'ancrage dans l'ultradroite n'est plus à démontrer. Mais l'invocation voire la sublimation du peuple n'est pas nouvelle au sein de la l'extrême droite. Le parti nazi a

construit son ascension en louant le peuple face à ceux qui ont été désignés comme ses ennemis pour sa stratégie macabre... dont les juifs mais aussi les communistes en furent les premières victimes.¹

Dans l'histoire de l'Union européenne, 2018 et 2019 resteront sans doute comme celles du Brexit. Le journal britannique *The Guardian* estime qu'un événement majeur comme celui-là ne peut être compris sans intégrer dans les causes la montée du populisme.

Avant la crise financière de 2008, le populisme était confiné à quelques partis essentiellement à l'est de l'Europe. Aujourd'hui, plusieurs partis populistes sont installés au pouvoir. Un des meilleurs exemples est sans doute celui de l'Italie gouvernée aujourd'hui par l'alliance entre la Ligue, parti d'extrême droite et le Mouvement 5 étoiles (M5S), jeune parti populiste créé en octobre 2009 et souvent présenté erronément comme un parti de gauche. M5S défend, certes, une priorité à l'économie locale et verte mais ne remet pas en question le capitalisme et défend des thèses

« dures » au sujet de l'immigration au même titre que son partenaire de gouvernement. Mais l'Italie est loin d'être le seul pays touché par la vague populiste. La tache s'agrandit...

Du nord au sud et d'est en ouest

Aujourd'hui, le populisme a progressé dans de nombreux pays européens à la fois dans le discours et dans la représentation au sein des assemblées. La Grande-Bretagne évoquée plus haut est un exemple intéressant. On y retrouve à la fois une montée du discours souverainiste et anti-immigration au sein de la droite classique conservatrice qui a tenu un discours pro-brexit, et des positions plutôt pro-européennes et ouvertes à l'immigration auprès des partis nationalistes d'Ecosse, du Pays de Galles ou d'Irlande. Cela contraste sans doute avec d'autres pays...

La Hongrie est dirigée par Viktor Orban et son parti, le FIDESZ (Union civique hongroise). Il voudrait faire interdire l'installation en Hongrie de populations non européennes. Plus souverainiste qu'euroscéptique, il défend des politiques nationalistes et populistes (pour une société chrétienne, anti-migrants et anti multiculturelle...).

Jusqu'il y a peu, beaucoup d'Européens pensaient que les pays scandinaves étaient à l'abri de ce phénomène. Pourtant, aujourd'hui, ils y sont confrontés. En Norvège par exemple, le Parti du Progrès peut être défini comme libéral, conservateur et nationaliste. Il tient un discours anti immigrés et anti-Islam et participe au gouvernement. Au Danemark, des lois « anti-immigrés »² ont été prises sous la pression du Dansk Folkeparti, le Parti du peuple danois. Ce pays est une belle illustration de la contamination des idées populistes et nationalistes, le parti Libéral faisant adopter plusieurs lois très restrictives à l'égard des migrants.

En Suède, l'argument « Les étrangers et réfugiés menacent le système social » tenu par le Parti démocrate, formation d'extrême droite, a déteint sur les autres partis suédois et influencé des mesures de remise en question des politiques migratoires et d'une société interculturelle.

Nous pourrions poursuivre ce tour d'Europe des droites populistes en évoquant le Parti des Vrais Finlandais mais aussi la situation dans d'autres pays comme la Pologne, la Grèce, l'Autriche ou la France. Un tour d'Europe qui n'oublierait pas la Belgique et tout spécialement la Flandre ou le Vlaams Belang et la N-VA marient ultrarégionalisme (voire nationalisme), conservatisme social et discours anti-migrants,

le tout avec des accents populistes.

Les discours populistes seraient-ils l'apanage de la droite la plus extrême ? Elle n'en a pas le monopole. Si la droite « classique » est aussi touchée par ce phénomène, certains partis situés à la gauche de l'échiquier politique jouent parfois dangereusement avec des arguments populistes. Nous sommes en droit de nous demander si populisme de gauche et de droite sont proches. Le populisme de gauche est censé combiner la rhétorique « anti-élite » à l'anti-capitalisme, la justice sociale ou l'opposition à la mondialisation. Mais les populistes de droite s'appuient aussi sur des discours qui s'aventurent sur ces mêmes terrains et brouillent ainsi les cartes, facilitant l'adhésion à « l'antisystème »³ et le passage d'électeurs de l'un vers l'autre...

Les migrations au cœur du débat européen

Les mouvements migratoires ne sont pas nouveaux sur le sol européen. Ils ont toujours existé. Nombreuses sont les personnes, ►

ALLIANCES DOUTEUSES EN ITALIE

En juillet 2018, le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a promis de faire des élections européennes « un référendum entre le monde de la finance et du travail, entre une Europe sans frontières avec une immigration de masse et une Europe qui protège ses citoyens ». Attardons-nous un instant à ce discours qui peut séduire plus d'un démocrate généralement électeur de gauche. Il promet, en effet, de combattre la finance et de protéger le citoyen. C'est un discours en « trompe-l'œil » car si le programme économique et social qu'il met en avant a des accents progressistes pour certaines mesures comme l'abaissement de l'âge de la pension, il évoque aussi une diminution des impôts. Cette dernière mesure est bien accueillie dans tous les milieux, mais séduit surtout les ultralibéraux car elle favorise les plus fortunés et prive l'Etat de moyens en faveur de programmes sociaux.

Ce n'est sans doute pas un hasard que le très droitier ex-conseiller du président Trump, Steve Bannon, considère le gouvernement Salvini comme son bébé. Il est sans doute étrange de parler de gouvernement Salvini comme c'est souvent le cas dans la presse, car le poste de Premier ministre est assuré par Giuseppe Conte, un professeur de Droit qui était inconnu sur la scène politique italienne mais proche du M5S. Salvini a pris quelques mesures spectaculaires saluées par une bonne partie de la presse, comme la fermeture de ports empêchant le débarquement de centaines de candidats à l'exil provenant de pays africains.

Derrière le slogan « les italiens d'abord » (ressemblant étrangement à « America first » de Donald Trump), le gouvernement Salvini a pris des mesures comme l'abrogation du permis de séjour humanitaire qui prive les personnes concernées de l'accès aux services sociaux. Mais plusieurs maires de gauche, dans la foulée de celui de Palerme, Leoluca Orlando sont entrés en résistance en refusant d'appliquer ces mesures.

► au travers des siècles, qui ont fui leur pays souvent pour des raisons politiques (guerres, persécutions religieuses...) ou économiques, s'installant dans un autre pays européen, voire traversant mers et océans pour un autre continent. Même quand le pays d'accueil était demandeur, les conditions d'installation et de vie étaient souvent difficiles comme en atteste encore l'immigration italienne de l'après Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, si des mouvements migratoires se poursuivent entre pays européens, une bonne partie des migrations a changé de nature et d'origine. De nature car c'est souvent la demande d'asile qui est aujourd'hui le motif, et d'origine car elle concerne surtout des populations extra-européennes même si celles-ci étaient déjà présentes dans les migrations « économiques »⁴. La question des migrations et tout spécialement de l'accueil de candidats réfugiés sera sans doute mise à l'agenda des débats politiques par les partis populistes de la France à la Hongrie en passant par l'Italie (voir encadré page suivante).

Plus généralement, elle sera sans doute au cœur de débats électoraux dans tous les pays européens. Contrairement à ce que l'on pense généralement, l'Europe a pourtant adopté en la matière de nombreuses dispositions contestables ou non, comme la « directive retour » qui concerne les personnes déboutées du droit d'asile mais aussi sur de nombreuses autres questions comme le permis de séjour, le regroupement familial...

La question de l'accueil des réfugiés constitue une des causes de la montée des partis populistes, nationalistes ou d'extrême droite qui cultivent le mythe de l'invasion massive, de la perte des valeurs et traditions ou encore de risques pour le modèle social et le soutien de l'Etat à la population autochtone. Ces discours populistes intègrent souvent des ingrédients islamophobes et attisent des peurs irrationnelles.

Si certains répètent encore que l'on ne peut accueillir toute la misère du monde, on en est bien loin avec seulement 17% des réfugiés sur notre continent, alors que l'Afrique en compte près du double. La Turquie a passé un accord avec l'UE en mars 2016 et compte sur son territoire près de 3 millions de réfugiés. La plupart des personnes déplacées et des réfugiés vivent dans des camps dans des pays voisins du leur comme de nombreux Syriens qui sont réfugiés au Liban, pays de 4 millions d'habitants qui accueille 1 million de réfugiés. Les discours de la droite populiste prétendent que l'Europe est laxiste et laisse entrer tout le

monde alors que, comme nous l'avons vu, la « sous-traitance » à la Turquie, les politiques d'éloignement ou les investissements dans FRONTEX (l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes) pour un montant annuel de 320 millions d'euros démontrent le contraire. En l'absence de réforme de la directive « Dublin » qui consiste à déléguer la procédure d'examen d'asile au premier pays qui a accueilli les personnes concernées, les pays de l'UE ont adopté en juin 2018 plusieurs projets très contestables, dont la mise à l'étude de « centres de tri » par des « plateformes extraterritoriales » qui seraient érigées dans des pays d'Afrique du Nord.

Prendre un autre tournant ?

Nous l'avons vu dans cet article, la question des réfugiés mais aussi d'autres mesures économiques et sociales ont facilité la progression des idées et des partis populistes et contaminent les débats entre les Etats.

Se pose alors la question de la marche arrière. Comment enrayer ce mouvement qui fragilise les solidarités et la démocratie ? Voilà sans doute un défi majeur pour les gauches en Europe. Elles doivent convaincre les populations, de l'échelon local au continental en proposant et en appliquant des politiques novatrices et solidaires, en rupture avec les consensus mous « socio-libéraux » afin de répondre aux défis sociaux et environnementaux vécus au quotidien par les populations.■

Paul Blanjean

QUESTIONS DE DÉBAT

- Comment lutter contre les peurs irrationnelles et les discours populistes qui font le lit des partis populistes ?
- Face à la progression du populisme et de l'ultra-droite, quel modèle la gauche peut-elle mettre en avant sur la scène européenne ?
- La gauche montre parfois des signes de divergence face au défi migratoire. Pour les mouvements ouvriers, comment éviter le piège de la division entre les populations belges et étrangères ? Le discours de la solidarité est-il encore audible dans le contexte actuel ?

1. Après l'incendie du « Reichstag », le Parlement de Berlin, le 28.02.1933, près de 4000 membres du Parti communiste furent envoyés dans les camps de concentration.
2. Dès 2002, il y a eu le vote de lois très restrictives sur le droit de séjour d'étrangers non communautaires et, en 2018, le Danemark n'a accepté aucun nouveau réfugié.
3. La notion d'antisystème mérite d'être interrogée. La presse présente souvent les leaders politiques qui ne sont pas les élèves d'un parti « classique » comme des « antisystème » ils l'ont fait aussi pour Trump et Macron des personnalités bien ancrées dans le système économique et financier de domination. Cette notion permet de ne pas interroger la domination de l'économie capitaliste sur ledit système.
4. Un tournant dans les migrations économiques, en Belgique, est sans aucun doute la catastrophe du Bois du Cazier, en 1956, qui a provoqué la fin de l'immigration italienne et le recrutement pour le secteur minier dans d'autres pays comme la Turquie ou le Maroc.

L'EUROPE DOIT REDEVENIR UNE FORCE D'ATTRACTION

Pour Arnaud Zacharie, l'avenir de l'Europe ne se limite pas à un choix entre le néolibéralisme et le national-populisme. Il n'y a pas encore de force politique homogène pour défendre un projet de transition écologique et sociale européenne, mais il y a de l'espace pour une Europe ouverte et multilatérale, malgré des lignes de fractures mal cicatrisées.



Equipes Populaires

■ Le très controversé Bernard-Henri Lévy évoquait récemment son inquiétude par rapport à l'avenir de l'Europe. Selon lui, il n'y a qu'un seul choix : « L'Europe ou la barbarie ». Partagez-vous son signal d'alarme ?

□ Je partage son inquiétude par rapport à l'Europe mais c'est trop simple de présenter les choses comme il le fait. Bernard-Henri Lévy fait partie de ceux qui, comme Macron ou Verhofstadt, prétendent qu'il n'y a que deux voies possibles : l'Europe telle qu'elle est actuellement, ouverte certes mais néolibérale, ou le national-populisme et le repli sur soi. Personnellement, si le choix doit se faire entre l'une et l'autre, je choisirais la première, c'est-à-dire une Europe ouverte. Mais je pense que c'est dangereux de ne présenter que ces deux voies.

Car chaque fois qu'on a laissé ce choix aux citoyens, on est systématiquement perdant. On l'a vu pour le Brexit ou l'Italie.

Ce qu'il faut, c'est une Europe, mais une autre Europe. Mais on ne voit pas de force politique suffisamment puissante et homogène pour défendre le projet de la transition écologique et sociale européenne, qui serait l'alternative qui permettrait de répondre aux dérives du marché unique néolibéral et celles du repli sur soi. Dans les organisations de la société civile, on connaît la réponse et les alternatives depuis longtemps, mais il manque l'alliance ou le relais politique pour la porter. Ce vide politique est inquiétant car il y a toute une part de l'électorat qui est europhile mais qui se sent mal à l'aise avec l'Europe néolibérale. ►



■ Dans un récent article d'*Imagine*, vous déclarez que « la survie de l'Union européenne (UE) en tant que puissance mondiale dépend de sa capacité à dépasser ses divisions internes ». Quelles sont les lignes de fractures internes à l'UE ?

Les lignes de fracture Nord-Sud et Est-Ouest au sein de l'Union européenne sont encore bien présentes.

□ La principale ligne de fracture intra-européenne se situe entre le Nord et le Sud - ou entre le centre de l'Europe et sa périphérie. Cette fracture s'est clairement exacerbée depuis la crise de 2008 avec les conséquences qu'elle a eues sur les pays périphériques tels que la Grèce. Ce qui est inquiétant, c'est que les politiques d'austérité et la déflation dans l'Europe du Sud et périphérique ont clairement tendance à nourrir le national-populisme et le rejet de l'idéal européen, parce que l'Europe a pris le visage de l'austérité, des inégalités et de la pauvreté. Et en Europe du Nord, le fait d'avoir les demandes de solidarité venant du Sud renforcent l'égoïsme vis-à-vis du Sud. C'est une fracture inquiétante car la posture de l'Europe du Nord est nourrie par celle du Sud et inversement.

Or, de nombreuses décisions doivent se prendre à l'unanimité. Et même à la majorité qualifiée, c'est de plus en plus difficile de prendre des décisions. Cette incapacité à décider est donc inquiétante sur le plan interne à l'UE, mais ça l'est tout autant lorsqu'il s'agit de prendre des positions dans des relations internationales, qui sont en mutation profonde et de plus en plus conflictuelles. L'UE, qui défendait des valeurs de coopération, de multilatéralisme et de droits humains les défend de moins en moins car elle a dans son sein de nombreux pays qui les bafouent, y compris dans des pays fondateurs comme l'Italie.

► ■ Et la ligne de fracture Est-Ouest existe-t-elle encore ?

□ Oui, elle reste très marquée. L'UE s'est élargie à l'est pour des raisons politiques parce qu'une grande partie des pays de l'Europe de l'Est attendaient de l'UE qu'elle les défende face à ce qu'ils considéraient comme "la menace russe". On a donc élargi l'UE vers l'est, mais en ne tirant pas toutes les conséquences économiques et sociales. L'UE y a consacré un budget beaucoup trop faible, ce qui n'a pas permis une harmonisation vers le haut.

Ces pays de l'Est ont donc joué sur le dumping social, c'est-à-dire sur leur avantage par rapport au coût du travail. Donc, plutôt que de créer une Europe élargie et solidaire, on a créé une UE de la compétition de tous contre tous, et qui offre comme seule arme aux pays les plus pauvres celle d'attirer les investissements des firmes transnationales via des coûts du travail plus faibles. Et donc ça a entraîné un transfert des délocalisations d'emplois industriels de l'Ouest vers l'Est. Cette concurrence exacerbe les anciennes divisions historiques et culturelles. La crise de 2008 passant par là, les populistes comme Viktor Orban en ont récolté les fruits.

■ Il semble de plus en plus clair que les USA et la Russie mettent en place des stratégies délibérées pour fragiliser l'UE. Pour quelles raisons ?

□ La Russie veut approvisionner l'Europe en énergie. Elle n'a pas nécessairement une stratégie délibérée de destruction de l'Europe mais ce qu'elle veut éviter, c'est d'avoir une Europe qui absorbe l'Ukraine et qui vient prolonger les frontières de l'Otan jusqu'aux portes de la Russie. Elle veut avoir la suprématie dans son aire géostratégique historique et créer un marché économique eurasiatique. Pour la Russie, l'Ukraine fait clairement partie de ce marché et c'est un Etat-tampon entre elle et l'Europe.

■ Au-delà des intérêts économiques, la Russie favorise quand même la montée de l'euro-scepticisme au sein de l'Europe ?

□ Oui, c'est clair. Poutine est un nationaliste conservateur qui défend d'autres nationalistes conservateurs, comme Trump le fait également, même si leurs raisons sont complètement différentes. Ce sont des affinités idéologiques comme on peut en avoir ailleurs. Ce que veut la Russie de Poutine, c'est l'approvisionnement énergétique. C'est plus facile d'élargir son commerce et sa zone d'influence avec des pays amis qui puissent défendre son

agenda énergétique. Le conflit en Ukraine en est la meilleure illustration ; l'UE a voulu conclure un accord énergétique avec elle sans mettre la Russie autour de la table, ce qui a été considéré comme un véritable affront.

De la part des USA, la situation est un peu différente. On est habitué, depuis la deuxième guerre mondiale, à considérer les USA comme le grand frère. On les a laissés maîtres de toute une série d'éléments stratégiques en termes militaires, d'économie digitale notamment. Ils veulent continuer à être la puissance hégémonique du monde occidental. Pour les USA, avoir une Europe trop forte et trop unie, ça pourrait lui faire de l'ombre.

■ **La Chine ne semble pas ouvertement avoir l'intention d'affaiblir l'Europe, mais sa domination du commerce mondial ne fragilise-t-elle pas également de facto l'UE ?**

□ La Chine considère l'UE comme une priorité stratégique. La priorité de la Chine aujourd'hui, ce sont les avancées technologiques. La Chine constate que l'UE est divisée, qu'il y a des pays comme l'Allemagne et la France qui sont des champions nationaux et qui deviennent de plus en plus protectionnistes face aux investissements chinois. Par contre, des pays comme l'Irlande, la Belgique, le Portugal, la Finlande, la Grèce ou l'Espagne leur ouvrent grand les bras parce qu'ils ont besoin d'investissements étrangers et qu'ils voient l'arrivée de la Chine d'un très bon œil. Quand le géant chinois du commerce en ligne *Alibaba* débarque à l'aéroport de Liège, la Belgique lui déroule le tapis rouge !

Donc pour la Chine, sa priorité est d'investir dans ces pays plus accueillants pour pouvoir continuer à monter en gamme d'un point de vue technologique, pour pouvoir s'inspirer des expériences européennes pour créer des partenariats. Et bien sûr pour avoir accès à son marché de consommation. Mais on voit qu'on est de plus en plus nerveux en Europe sur ce sujet-là ! La Chine achète des ports un peu partout : au Pirée, à Valence, et chez nous aussi avec le terminal de Zeebrugge. Elle a mis en place le "système 16 + 1", c'est-à-dire la Chine plus des pays de l'Europe centrale et de l'Est, dont certains font partie de l'UE. C'est une façon de créer son propre réseau d'alliés avec des pays membres de l'UE et d'autres qui ne le sont pas, ce qui est évidemment mal vu par les instances européennes qui préféreraient parler d'une seule voix vis-à-vis de la Chine, de la Russie ou des Etats-Unis. C'est compliqué,

voire impossible actuellement.

■ **En deux mots, pourquoi a-t-on intérêt à conserver une Europe la plus unie possible ?**

□ Il y a à la fois un intérêt interne et externe. L'intérêt interne, c'est d'avoir une harmonisation sociale et fiscale. Parce que dans un marché unique, si cette harmonisation n'existe pas, c'est le dumping social et fiscal et la compétition de "Tous contre tous". Ça ronge littéralement l'UE de l'intérieur. Sur le plan externe, l'intérêt est de pouvoir peser dans les relations internationales, sachant que ce qui est attaqué actuellement, c'est le multilatéralisme. Or, l'UE est l'expérience la plus aboutie de multilatéralisme, avec des institutions communes, une Cour de Justice... Elle a donc intérêt à défendre ses valeurs sur la scène internationale pour que ce modèle ne se retrouve pas complètement obsolète et que, du coup, plus personne n'y croie, y compris en son sein !

Mais le problème, c'est qu'il y a des ennemis intérieurs par rapport à ce modèle. On a atteint des niveaux de violation des droits humains qu'on n'a plus connus depuis des décennies. Pour Orban, Salvini et Cie, leur objectif est d'éviter que l'UE puisse défendre en leur nom des valeurs de multilatéralisme et de droits humains qu'ils ne partagent pas.

■ **Quelle devrait être la réponse de l'UE par rapport aux trois grands défis européens du moment (migration / inégalités sociales et fiscales / climat) ?**

□ Sur la migration, la réforme du Règlement de Dublin est sur la table de l'UE depuis trois ans. Il faut en effet avoir une répartition équitable des demandeurs d'asile sur l'ensemble du territoire européen selon des critères clairs et objectifs. Et appliquer des sanctions financières pour ceux qui refuseraient de le faire. Il faut arrêter la cacophonie qu'on connaît depuis plusieurs années. Actuellement, c'est devenu objectivement un "non-problème", mais qui pose quand même problème de par l'incapacité politique de le régler. Je dirais pour certains une volonté délibérée de ne pas le régler, parce que c'est devenu le fonds de commerce du populisme.

Sur les questions sociales et fiscales, Jacques Delors avait négocié avec Margaret Thatcher dans les années '90 : "*D'abord le marché unique, ensuite l'Europe sociale et fiscale*". On a eu le premier, on attend toujours l'harmonisation sociale et fiscale. Il faut absolument avancer, par exemple en commençant par un salaire minimum européen, un impôt minimum sur les sociétés et une lutte ren-

Parler d'une seule voix vis-à-vis de la Chine, de la Russie ou des Etats-Unis, c'est compliqué, voire impossible actuellement.

► forcée contre l'évasion fiscale.

On n'aura pas l'unanimité actuellement nécessaire pour voter sur ces matières, mais je prône la coopération renforcée entre certains pays, à l'instar de ce qui se discute actuellement sur la taxe sur les transactions financières. C'est possible s'il y a minimum neuf Etats qui veulent avancer. Le but est de créer une zone suffisamment large pour que ça puisse faire tache d'huile. Je pense qu'il y a certaines décisions, même au niveau fiscal, qui peuvent se prendre sans l'unanimité.

Sur le climat, il faut clairement viser la transition écologique et sociale européenne. Le *Pacte climat-énergie* de Pierre Larrouturnou a fait son apparition dans les débats européens. Un impôt des sociétés financerait une banque européenne pour le climat, qui financerait à taux quasi zéro les infrastructures nécessaires à la transition. Là, on aurait une Europe à la pointe car il ne s'agirait plus de considérer le changement climatique uniquement comme une contrainte mais un défi à relever. Ce sont ceux qui seront les premiers capables de développer une énergie verte et une économie circulaire qui auront l'avantage sur les autres pays.

On est dans un rapport de force, non pas avec deux mais trois visions très différentes de la société.

Je ne suis pas pour la décroissance, mais on doit réfléchir à une prospérité avec faible croissance, voire sans croissance. Il faut revoir notre modèle en visant la prospérité mais en arrêtant de courir après le point de croissance en plus, surtout qu'il y a de nombreux pays en développement qui vivent encore dans la pauvreté et qui ont besoin d'un espace pour leur propre développement économique. La question est donc moins celle de la croissance économique que celle de l'innovation dans de nouveaux types d'activités. La transition sociale et écologique et le développement de l'économie circulaire sont une chance pour l'économie et la création d'emplois, y compris des emplois non qualifiés. Plutôt que de vouloir s'accrocher à un modèle passé qui ne reviendra jamais, il faut qu'on investisse dans des filières d'avenir et de nouvelles formes de prospérité qui ne dépendent plus de l'industrie lourde ni de l'industrie fossile.

■ **La montée du populisme, par nature climato-sceptique, ne risque-t-elle pas de freiner cet élan ?**

□ Le lien entre le national-populisme et le climato-scepticisme est évident. Mon espoir (et je suis peut-être optimiste), c'est que les perdants de la mondialisation qui votent pour eux devraient finir par se rendre compte qu'ils au-

ront été roulés dans la farine.

Durant ce temps-là, va-t-on proposer une offre politique alternative à ces électeurs ? Ou au contraire, va-t-on entrer dans une société fermée de plus en plus dure, voire dictatoriale comme on l'a vu dans les années '30 ? Ce n'est pas exclu, quand on voit l'évolution dans certains pays. La seule chance, c'est de créer un mouvement social qui soutient la transition sociale et écologique, pour une prospérité durable et partagée. C'est vrai qu'on peut se réjouir de voir ces derniers mois un engouement dans la population. On est dans un rapport de force, non pas avec deux mais trois visions très différentes de la société. Notre difficulté, à nous qui sommes progressistes, régulationnistes et internationalistes, c'est de ne pas avoir de débouché politique suffisant, sachant qu'on a vu pendant deux ou trois décennies une alliance entre les forces néolibérales, social-démocrates et démocrates-chrétiennes qui sont pro-européennes, mais qui maintiennent l'agenda néolibéral.

■ **Comment trouver ce débouché politique qui pourrait nous éviter de devoir choisir entre une de ces deux visions (néolibérale ou nationale-populiste) ?**

□ Pour moi, il y a une double ligne de fracture idéologique. D'abord, en matière économique



et sociale, une fracture entre la financiarisation ou le régulationnisme. Ici, on voit clairement qu'on est minorisé face à une alliance objective entre les néolibéraux et les national-populistes. L'autre fracture, c'est celle entre une vision ouverte ou fermée de la société, en d'autres mots progressiste ou conservatrice. Là, c'est beaucoup plus compliqué parce qu'on voit que la droite libérale (et même la gauche libérale) est divisée parce que, pour une partie d'entre eux, s'aligner sur l'agenda de national-populistes comme Theo Francken, c'est difficile. Il y a clairement un espace, sachant que 2008 a quand même décrédibilisé une part du néolibéralisme, y compris dans leurs rangs. Dans les débats internationaux, cela se traduit par exemple par une tension entre le libre-échange et le protectionnisme. C'est-à-dire entre le statu quo de l'UE ou le protectionnisme de Trump. Or, on a développé un mouvement social important autour du CETA, qui a montré qu'il y a un espace entre les deux visions. On est en train de semer les germes d'une force politique qui aurait cette vision à la fois d'une société ouverte mais aussi juste et durable. Mais pour ça, il faut reconfigurer le paysage politique car il y a des partis qui ont quasi disparu de l'espace politique, et que la place est disponible pour d'autres, même s'ils sont issus de forces politiques qui existent déjà.

■ **Quels sont les alliés pour cette transition juste et durable ?**

□ Pour l'instant, il n'y a pas de force politique homogène mais, si elle existait, elle pourrait être majoritaire. Pour qu'elle voie le jour, il faut qu'il y ait des crises internes dans les forces progressistes internationalistes pour pouvoir recréer des clivages très clairs entre ce qu'on ne veut plus, et d'assumer ce qu'on veut jusqu'au bout.

On l'a vu sur le CETA : on ne peut pas tenir un discours qui dit OK, il faut changer, et puis on se débène une fois qu'il faut voter. Je pense qu'il y a une responsabilité très importante de la société civile et des mouvements sociaux en général. Ce n'est pas un hasard si c'est en Belgique francophone qu'on a le mouvement social le plus fort d'Europe tant sur le CETA que sur le climat. Pourquoi ? Parce que ça fait plus de vingt ans qu'on a une collaboration étroite et naturelle entre les ONG et les syndicats, c'est-à-dire entre la culture du monde du travail et celle de la solidarité internationale. Et que cette collaboration porte un message novateur qui évite la facilité de retomber dans les clivages du passé. A ceux qui pensent que la Région wallonne n'en a pas encore fait assez pour le CETA, je leur réponds : Pourquoi

le reste de l'Europe n'a pas suivi ? Pourquoi ces débats n'ont pas eu lieu ailleurs ? Il y a une responsabilité de la société civile européenne qui ne sort pas de ses clivages mentaux, ce qui n'incite pas à cette nécessaire reconfiguration politique et idéologique.

■ **En tant que secrétaire général du CNCD, en quoi une Europe forte et unie est importante pour un développement mondial durable et pour freiner l'accroissement des inégalités planétaires ?**

L'Europe a développé des valeurs de droits humains, et la coopération multilatérale fait partie de son ADN. Elle a historiquement une tradition de solidarité depuis le début de la construction européenne. Des pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Espagne ont été tirés vers le haut grâce à des fonds structurels. L'absence de solidarité vis-à-vis de l'Europe de l'Est a marqué le début d'une rupture par rapport à l'esprit de la construction européenne depuis ses origines. Cette vision est à présent attaquée de toutes parts par les national-populistes, qui mettent en péril l'agenda des objectifs de développement durable. C'est très regrettable que l'Europe ne soit plus capable d'être une force d'attraction sur base de ces valeurs. ■

Interview réalisée par Monique Van Dieren

■ **Vous étiez en Afrique il y a quelques jours. Quelle vision les pays en développement ont-ils de l'Europe d'aujourd'hui ?**

□ Pour eux, l'Europe est le modèle de la prospérité, mais c'est aussi une énorme déception pour les Africains de voir à quel point l'Europe se replie sur elle-même, comment l'Europe devient extrémiste dans son obsession de la "menace migratoire africaine".

L'Europe est en train de pousser l'Afrique dans les bras de la Chine, qui est un régime autoritaire, dictatorial, qui n'a aucun souci à violer les droits humains. On ne mesure pas du tout en Europe à quel point on est en train de se tirer une balle dans le pied à se replier sur nous, alors qu'on a cette jeune Afrique, qui est notre voisine, qui regorge d'initiatives et dont les jeunes ne demandent qu'à travailler et à vivre en démocratie. Toute cette jeunesse pro-droits humains et pro-démocratie se sent complètement lâchée par l'Europe.

Pour moi, c'est dramatique car on a tout intérêt à vivre en bon voisin dans un espace méditerranéen prospère, durable, démocratique et en paix. Mais malheureusement, on ne s'investit plus pour ça et au contraire, certains s'acharnent à déconstruire ces valeurs. Nos voisins le voient, et cela donne même de l'eau au moulin de certains régimes totalitaires africains qui trouvent déplacé que l'Europe leur fasse la leçon sur le respect des droits humains. On le voit au Congo notamment où l'influence de la Belgique est devenue quasi nulle.

UN « PLAN MARSHALL » EUROPÉEN POUR LE CLIMAT

Le Pacte Finance-Climat est une initiative séduisante lancée par un collectif à l'échelle européenne. Ses deux axes principaux : mettre la création monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) au service de la lutte contre le dérèglement climatique et contre le chômage, et créer en parallèle un impôt européen sur les bénéfices.

En décembre 2017, Pierre Larrouturnou et le climatologue Jean Jouzel lancent le collectif « Pacte Finance-Climat » dans la foulée de l'écriture d'un livre à quatre mains¹. Leur idée ? Combiner trois carences politiques évidentes à leurs yeux et les articuler dans une proposition forte de réponse à l'échelle européenne. La première de ces carences est l'urgence absolue d'engager des actions d'envergure pour lutter contre le réchauffement climatique. Les mobilisations de la jeunesse pour cette cause nous le rappellent chaque semaine : le temps de la croyance dans les petits gestes de la responsabilisation individuelle est terminé. « On veut des mesures politiques radicales ! » clament les étudiants, conscients que ces mesures impacteront leur mode de vie.

La seconde carence est le constat de l'inefficacité des politiques monétaires européennes, qui ne servent pas l'économie réelle. « Depuis avril 2015, la BCE a créé près de 2.500 milliards d'euros et les a mis à disposition des banques commerciales. Dans le même temps, les prêts de ces banques au secteur privé (entreprises et ménages) augmentaient de moins de 300 milliards. L'essentiel des liquidités alimente la spéculation (...).² » Enfin, troisième problème, le dumping fiscal à l'intérieur de l'Europe est un contre-sens, qui agit comme facteur de désintégration et de détricotage de l'emploi et des solidarités.

Comment le Pacte Finance-Climat parvient-il à articuler ces trois enjeux ? Tout simplement en proposant de mettre la création monétaire et la lutte contre le dumping fiscal au service de la lutte contre le réchauffement climatique. Il est possible de dégager des moyens financiers importants via ces leviers d'action. Le tout, en créant des emplois nouveaux. Mais cela implique un changement de cap politique radical, une vision européenne claire, coordonnée, assumée. « Puisque c'est 'au nom de l'emploi américain' que les Etats-Unis ont décidé de se retirer de l'Accord de Paris, il est fondamental que l'Europe fasse la preuve 'grandeur nature' qu'il est possible de diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre tout en créant

massivement des emplois. Il est fondamental aussi que l'Europe prenne pleinement sa part pour cofinancer la lutte contre le réchauffement climatique dans les pays du Sud.³ »

Tout de suite, ou jamais

Le Pacte Finance-Climat ressemble bien à une tentative de la dernière chance. Du point de vue unanime des climatologues (99% au moins), pour atteindre l'objectif de rester sous la barre des 1,5°C de réchauffement, le changement de société doit être radical. Or à l'échelle mondiale, jamais les émissions de gaz à effet de serre n'ont été aussi élevées. La fenêtre temporelle pour inverser la tendance est très petite, selon Jean Jouzel, et c'est tout de suite, ou ce sera trop tard. « Il faut bien avoir en tête que le changement climatique, désormais, ne concerne pas les 'générations futures', mais bien des jeunes qui sont déjà nés. Pour éviter à ces jeunes un climat dans lequel il leur serait difficile de vivre, j'estime qu'il ne nous reste que trois ans pour inverser la courbe des émissions de gaz à effet de serre. Nous n'avons pas le droit de laisser les bras. Nos générations font preuve d'un grand égoïsme.⁴ »

Une économie de guerre pour le climat

Star parmi les pancartes dans les manifestations pour le climat, ce slogan désormais bien connu : « Si le climat était une banque, il serait déjà sauvé ». La question de l'argent est primordiale, assène Pierre Larrouturnou. Même avec toute la bonne volonté du monde, les ministres en charge de l'écologie dans les différents États sont totalement impuissants s'ils disposent de marges budgétaires minuscules. « Quand Nicolas Hulot démissionne, il explique qu'il voulait 5 milliards d'euros pour un Plan hydrogène et qu'il a eu 200 millions. Il demandait 7 milliards pour l'isolation des bâtiments et il n'a obtenu que des budgets totalement insuffisants... On n'est pas du tout au niveau ! Et le problème est le même dans tous les pays⁵ », précise Larrouturnou.



fr.socialisme.be

La philosophie de ce pacte se situe au contraire dans la logique d'un véritable « effort de guerre ». Il s'agit de « faire la guerre au changement climatique » pour atteindre le « facteur 4 », c'est-à-dire diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Cela rejoint la teneur des propos tenus par Jean-Pascal van Ypersele lors d'une conférence organisée par les *Equipes Populaires* en février 2018. Ce dont il s'agit, c'est de mobiliser toute la société, de réorienter l'économie dans le sens de la lutte contre le changement climatique. Un effort de reconstruction comparable dans son ampleur au Plan Marshall qui a permis à l'Europe de se relever économiquement de la Seconde Guerre mondiale. Mais concrètement, par où commencer ? Par le fonctionnement des institutions financières, donc.

Création monétaire et impôt européen

Premier levier d'action possible : les mécanismes de création monétaire. Inutile, pour cela, de modifier les statuts de la BCE selon les promoteurs du Pacte Finance-Climat : « Il 'suffit' de faire de la Banque Européenne d'Investissement, une Banque du Développement Durable chargée de fournir aux États membres des financements qui seront intégralement utilisés pour la transition énergétique. Un Traité européen donnerait à chaque pays un droit de tirage correspondant à 2% de son PIB : la France aurait chaque année 45 milliards à taux 0%, l'Allemagne près de 65 milliards.⁶ » Dans le même temps, la création d'une Banque du développement durable serait un moyen de dégonfler la bulle spéculative, qui fait craindre une nouvelle crise financière bien pire encore que celle de 2008. Plusieurs économistes ont déjà tiré la sonnette d'alarme.

Outre une taxe sur les transactions financières et une taxe sur le CO₂, l'autre levier financier

envisagé dans le Pacte est la création d'un impôt européen sur les bénéfices, sous forme d'une Contribution Climat de 5%. « Cet impôt européen sur les bénéfices permettrait de dégager chaque année plus de 100 milliards d'euros, une somme qui permettrait d'abonder le budget européen pour cofinancer le chantier 'Facteur 4' sur le territoire européen, investir massivement dans la recherche (sur le stockage de l'énergie, les transports ou une nouvelle génération d'ordinateurs, plus sobres en électricité...) et augmenter très nettement l'aide aux pays d'Afrique et du pourtour méditerranéen.⁷ » Cette proposition restituée à la fiscalité sa noble fonction de création de solidarité, aux antipodes de la vision actuelle de l'impôt comme une « charge ».

Un leadership européen à saisir

Celles et ceux qui veulent faire la révolution s'en désolent peut-être : le pacte proposé n'envisage pas une sortie radicale des institutions politiques et financières actuelles. Il repose néanmoins sur une reprise en mains par le politique de certains leviers fondamentaux de l'économie, ce qui n'est pas rien. Il bénéficie aussi du soutien de nombreux élus locaux et il a le mérite de mettre en résonance deux domaines explosifs souvent pensés indépendamment : la crise écologique et les injustices fiscales, voire même les risques de crise financière. Enfin, le Pacte Finance-Climat se présente comme opportunité de réveiller l'Europe, et il est temps. « Il n'y a qu'à l'échelle européenne que ce combat a un sens. Notre continent doit montrer le chemin. Je suis d'ailleurs convaincu que le pays qui prendra le leadership sur la transition écologique sera la véritable puissance de demain. J'aimerais que ce soit l'Europe, qui manque tant de grands projets.⁸ » ■

Guillaume Lohest

1. Jean Jouzel & Pierre Larroustou, *Pour éviter le chaos climatique et financier*, Éditions Odile Jacob, décembre 2017.
2. <https://www.pacte-climat.eu/fr>
3. Idem.
4. Climat : "Il ne nous reste que trois ans pour inverser la courbe", interview de Jean Jouzel par Sébastien Billard dans *L'Obs.*, le 8 octobre 2018.
5. Pierre Larroustou : "Sauver le climat, la seule guerre qui ne fera aucune victime", interview par Vittorio De Filippis, *Libération*, 1^{er} janvier 2019.
6. <https://www.pacte-climat.eu/fr>
7. Idem.
8. Climat : "Il ne nous reste que trois ans pour inverser la courbe", interview de Jean Jouzel par Sébastien Billard dans *L'Obs.*, le 8 octobre 2018.

QUESTIONS DE DÉBAT

- Partagez-vous l'idée qu'il faut agir urgemment et à l'échelle européenne pour éviter un réchauffement climatique catastrophique ?
- Pourquoi ce genre d'idées arrive-t-il si tardivement, selon vous ?
- Comment amener cette idée de l'état de proposition à une mise en pratique ? Comment pourrions-nous y contribuer ?

ULTRA CRITIQUES MAIS ULTRA EUROPÉENS

Ces derniers mois, plusieurs initiatives progressistes pro-européennes ont vu le jour. Des mouvements ou collectifs en appellent à refonder l'Union européenne par la justice sociale et la démocratisation. Vu l'actualité politique, ce positionnement ne mériterait-il pas davantage notre soutien ?

Les débats sur l'Union européenne apparaissent souvent comme un match à trois. D'un côté, les européistes convaincus : Macron, Verhofstadt, Merkel et la plupart des personnalités politiques allant de la droite au centre-gauche. Leur position ? À gros traits, ils défendent le bilan de l'Union européenne en général, ils ont accepté les traités d'austérité, ils ne remettent pas en cause le libéralisme économique. Dans le discours, il peut leur arriver de dire qu'il faut "avancer", "améliorer", "réformer" voire "refonder", mais personne n'est dupe. Leur projet est globalement de continuer. C'est un peu l'UE du "Marche ou crève" (sous-entendu : dans le marché). Pas de remise en question profonde. Ça sonne creux.

De l'autre côté, il y a les eurosceptiques et les eurocritiques. Farouchement hostiles aux idées des européistes, les mots "Union européenne" ou "Bruxelles" sonnent dans leur bouche comme un crachat indigné ou dédaigneux. Ils sont toutefois divisés en deux camps bien dis-

tincts : l'extrême droite nationaliste et certaines gauches radicales. Deux camps que presque tout oppose par ailleurs. Les projets politiques des nationalistes d'une part et des souverainistes de gauche d'autre part n'ont rien en commun, mais ils partagent un même mépris affiché pour l'Europe néolibérale, ce qui les amène à utiliser parfois les mêmes mots, le même style que beaucoup d'observateurs qualifient de populiste. Jean-Luc Mélenchon par exemple, remarquant le drapeau européen sur les murs de l'Assemblée nationale, a lancé : "Franchement on est obligés de supporter ça ?".

Un match à trois, vraiment ? Dans ce tableau schématique, il manque une case pourtant : celle des européistes enthousiastes mais farouchement opposés au néolibéralisme. Nul mépris chez eux quand ils prononcent "Bruxelles". Au contraire, ils ont plutôt des étoiles (européennes) dans les yeux, mais ils sont d'accord avec ceux qui disent que ça ne fonctionne pas



Benoît Hamon (Génération-s)



Yanis Varoufakis (DiEM25)



L'économiste Thomas Porcher et le philosophe Raphaël Glucksmann font partie des initiateurs du mouvement Place publique.

ou plus. Leur différence avec les eurocritiques de gauche, c'est qu'ils ne sont pas prêts à sacrifier l'Union européenne malgré les innombrables défauts qu'ils lui trouvent. La frontière entre ces deux groupes pourrait sembler floue sur le fond. Mais elle est claire sur la forme : leur style les trahit. **Yanis Varoufakis**, l'ancien ministre grec des Finances, semble incapable de dédaigner envers l'Union européenne malgré les ravages que l'austérité a fait subir à son pays.

Très critique envers l'UE telle qu'elle fonctionne mais inconditionnellement européiste, ne refusant pas les éventuels *mea culpa* ou mains tendues de néolibéraux en crise de foi, voilà donc la quatrième attitude possible. Mais on l'entend peu. Existe-t-elle seulement ? Oui, mais souvent en-dehors des structures de parti, au sein de mouvements récents et en pleine phase de construction. En voici quelques exemples.

Un printemps européen ?

C'est précisément autour de la figure charismatique de Yanis Varoufakis que s'est constitué, à partir de 2016, un mouvement transnational appelé DiEM25, pour "Democracy in Europe Movement 2025". Très critique sur les orientations néolibérales et austéritaires de l'UE, ce mouvement se veut radicalement inclusif, pluraliste et garde un ton optimiste et positif vis-à-vis de la possibilité d'un projet européen. *"Nous pensons que l'Union européenne est en train de se désintégrer. Les Européens ont perdu confiance dans la possibilité d'apporter des solutions européennes aux problèmes européens. A l'instant même où la confiance dans l'UE est en déclin, nous sommes témoins de la montée de la misanthropie, de la xénophobie et d'un nationalisme toxique. Si nous ne mettons pas fin à cette évolution, nous craignons un retour aux années 1930. C'est pourquoi nous nous sommes réunis, et ce malgré nos diverses traditions politiques - verts, gauche radicale, libéraux - afin de réparer l'UE. L'UE doit devenir un*

domaine de solidarité, de paix et de prospérité partagée pour tous les européens¹."

DiEM25 propose un nouveau "plan A" pour l'UE, en refusant de se résigner à envisager un "plan B" de désintégration, se distinguant par là d'autres mouvements de gauche radicale qui se situent dans une logique de rupture. Ce plan A prend la forme d'une proposition de "New Deal" européen reposant sur quatre grands principes : subvenir aux biens de base, transformer la richesse dormante en investissements verts, partager le rendement du capital, démocratiser la politique macro-économique de l'Union en la soustrayant aux technocrates non élus pour la rendre aux peuples. Par ailleurs DiEM25 ne reporte pas son projet politique aux calendes grecques, ne pose pas de conditions. *"Nous devons commencer notre travail sans les outils qu'aurait à sa disposition une fédération européenne efficace. Nous devons donc commencer par utiliser les institutions existantes et travailler, dans la mesure du possible, dans le cadre des traités européens existants."*

L'un des autres grands axes de ce "New Deal" est la reprise de contrôle sur le monde de la finance, notamment au moyen de la création d'une plateforme numérique de paiement qui soit publique. Par ailleurs, l'attention est portée sur l'emploi, la lutte contre la pauvreté, la rénovation de l'euro, la transition vers le post-capitalisme avec la mise en place d'un dividende minimum universel. À ce stade, ce mouvement peut sembler un peu composite. Il a toutefois le mérite d'exister et, surtout, de se positionner comme transnational, paneuropéen.

Génération-s et Place Publique, moqués et peu visibles

Associé à la dynamique de DiEM25, le mouvement Génération-s a été créé en 2017 autour de **Benoît Hamon**, ancien candidat PS à la présidentielle française. Se présentant comme "de ►

L'économiste Thomas Piketty est l'un des initiateurs du manifeste pour la démocratisation de l'Europe.



www.wikipedia.org

► gauche et écologiste”, soucieux de justice sociale, d'approfondissement démocratique et d'égalité, ce jeune mouvement insiste sur la dimension européenne du changement : *“Le projet européen, pensé comme un antidote à la guerre doit se transformer en un projet émancipateur pour les citoyens et citoyennes. Cette perspective s'est évanouie dans les politiques néolibérales austéritaires et dérégulatrices mises en œuvre par l'Union européenne. Bafouant régulièrement la démocratie, le néolibéralisme a enfermé l'Europe dans une impasse qui alimente les nationalismes et menace sa propre existence.”*³⁹

Quant à *Place Publique*, autre mouvement français encore plus récent (novembre 2018), il se situe dans une ligne tellement proche qu'on peut se demander ce qui justifie sa création plutôt qu'un ralliement à Génération-s. Ses figures

de proue les plus médiatisées sont l'essayiste **Raphaël Glucksmann**, l'économiste **Thomas Porcher** ou encore **Claire Nouvian**. Ces deux mouvements collaboratifs et ouverts sont perçus comme très proches sur le plan social et écologique de la *France Insoumise* de Jean-Luc Mélenchon. Ils s'en distinguent toutefois par le style et leur rapport à l'Europe. Moins “dégagistes”, moins hargneux, moins populistes n'hésiteront pas à dire certains, ils mettent l'accent sur les opportunités de changement et non sur les conflits. Ce choix assumé est aux antipodes de l'électorisme et du pragmatisme des politiques traditionnels, ce qui explique sans doute leur faible visibilité. Une partie de la gauche radicale se moque d'ailleurs gentiment de ces mouvements stigmatisés comme “bobos”. Ou moins gentiment, comme Pierre Rimbert dans *Le Monde Diplomatique*, qui n'hésite pas à qualifier Raphaël Glucksmann de “nouveau Macron”. Ce qui lui est reproché est de ne pas toujours avoir pensé comme aujourd'hui, d'avoir cru en Macron et, surtout, de toujours croire en l'Union européenne. Dans un raccourci piquant, rancunier et d'assez mauvaise foi, *Le Diplo* désigne ainsi *Place Publique* et Glucksmann comme les héritiers des “papys du vide”, ainsi qu'il appelle Giscard, Cohn-Bendit, Bayrou ou Bernard-Henri Lévy. On peut se demander ce qui alimente un tel mépris. Est-ce la peur de la concurrence d'une nouvelle génération de gauche ? L'amertume d'avoir eu raison sans avoir pu se faire entendre ? En tout cas, certains à gauche semblent devenus allergiques à l'idée européenne, à la possibilité d'un enthousiasme européen.

Le manifeste de Piketty & Co

Le 10 décembre 2018, 120 personnalités européennes rassemblées autour de l'économiste **Thomas Piketty** publient un Manifeste pour la démocratisation de l'Europe. Il ne s'agit pas d'un mouvement mais d'un collectif de citoyens et d'universitaires qui lancent un appel. Ce texte présente deux propositions ouvertes. “Chacun pourra s'en saisir pour les améliorer”, préviennent les signataires. Les deux propositions en question ? Un projet de budget européen et un Traité de démocratisation. Le collectif avance aussi l'idée d'une Assemblée européenne souveraine.

La justice fiscale est au centre de la proposition. “Ce Budget, si l'Assemblée européenne le souhaite, sera financé par quatre grands impôts européens marqueurs concrets de cette solidarité européenne, qui porteront sur les bénéfices des grandes sociétés, les hauts revenus (au-delà de 200.000

ET EN BELGIQUE ?

À part les prises de parole des plus “européen.ne.s” de nos femmes et hommes politiques, de par leurs fonctions (Marie Arena, Guy Verhofstadt, Philippe Lamberts, Claude Rolin...), on n'entend guère de propositions nouvelles pour l'Europe en Belgique. Il n'y a en tout cas pas de mouvement social structuré qui en ait fait son cheval de bataille. Peut-être parce que la Belgique est, avec Bruxelles, le lieu des institutions européennes ? Parce que l'attention militante est plutôt portée sur les défauts actuels, comme l'importance du lobbyisme à Bruxelles ? Ou n'est-ce qu'une impression ?

Le mouvement DiEM25 compte toutefois des collectifs belges, en tout cas sur les réseaux sociaux. Une page Facebook DiEM25 - Belgique compte près de 3000 abonnés.



Pixabay

euros par an), les hauts patrimoines (au-delà de 1 million d'euros), et les émissions carbone (avec un prix minimum de 30 euros par tonne, qui a vocation à être réhaussé annuellement). S'il était fixé à 4 % du PIB, comme nous le proposons, ce budget pourrait financer la recherche, la formation et les universités européennes, un ambitieux programme d'investissements pour transformer notre mode de croissance, financer l'accueil des migrants et accompagner les acteurs de la transformation ; mais aussi redonner une marge de manoeuvre budgétaire aux Etats membres pour réduire les prélèvements régressifs pesant sur les salaires ou la consommation.⁴

L'originalité de ce manifeste repose par ailleurs sur une volonté d'intégrer plus fortement les institutions législatives nationales au fonctionnement démocratique de l'UE. Les signataires proposent en effet *« que l'Assemblée européenne repose pour 80 % de ses membres sur les députés des Parlements nationaux des pays qui rejoindront le Traité (en proportion des populations des pays et des groupes politiques), et pour 20 % des membres de l'actuel Parlement européen (en proportion des groupes politiques). Ce choix mérite une ample discussion. »*⁵

La seule attitude sensée ?

DiEM25, Génération-s, Place Publique, le Manifeste pour la démocratisation de l'Europe... Tous semblent pointer vers des objectifs politiques qui sont chers à l'ensemble des mouvements progressistes : justice sociale et fiscale, démocratisation des institutions, politique migratoire humaine et accueillante, tournant écologique. Ce qui distingue leur discours par rapport à d'autres, c'est donc une vision d'abord et prioritairement européenne, transnationale. Quels que soient les défauts de l'UE, aussi préjudiciables aient pu être les politiques d'austérité appliquées depuis dix ans, ces mouvements s'inscrivent dans une perspective européenne. Cela ne signifie pas qu'ils taisent les critiques, loin de là. Mais ils refusent de jeter le bébé avec l'eau du bain, alors que d'autres sont prêts à le

faire. Ils se distinguent également en mettant la focale sur les visions et les valeurs plutôt que sur les stratégies électorales, ce qui apparaît comme naïf aux yeux de celles et ceux qui pratiquent plus ou moins explicitement un « populisme de gauche ». Ces derniers (La France Insoumise, Podemos, voire le PTB ?), surfant sur la vigueur du sentiment de défiance envers les institutions européennes et le néolibéralisme, assument la nécessité de ne pas laisser l'extrême droite s'approprier seule cette rhétorique anti-UE.

Dès lors, les quelques mouvements et initiatives ici décrits peuvent sembler idéalistes. Au sein d'une gauche divisée, qui cherche à se réinventer depuis des décennies, ces européistes progressistes sont moqués ou semblent inaudibles, pas assez clivants, condamnés à la marginalité. Pourtant, aussi étrange que cela puisse paraître, le dernier baromètre européen (2018) montrait, à l'échelle de l'ensemble de l'UE, une progression inédite du sentiment européen. 62% des sondés estiment que l'UE est une bonne chose pour leur pays. Si l'on analyse finement les choses, ce sentiment n'est bien sûr pas également réparti. *« Pour un groupe de six pays (République Tchèque, Italie, Croatie, Grèce, Autriche et Roumanie) auquel s'ajoute le Royaume-Uni, le taux de satisfaction vis-à-vis de l'UE est inférieur à 50%. »*⁶ Il n'empêche. Ce tableau global plutôt favorable à l'idée d'Europe devrait encourager les porteurs des luttes pour la justice sociale, fiscale, climatique et migratoire à les envisager au niveau européen avant tout, et non pas national. Selon nous, la course au populisme est déjà dangereuse en soi. La doubler d'une course anti-européenne (*« Plus anti-Bruxelles que moi tu meurs »*) semble une folie insensée qui ne peut qu'aboutir au triomphe, non pas de la copie, mais de l'original : le nationalisme le plus brut.■

Guillaume Lohest

1. www.DiEM25.org
2. Idem.
3. www.generation-s.fr
4. Manifeste pour la démocratisation de l'Europe : <http://tdem.eu/>
5. Idem.
6. Basile Desvignes, « Eurobaromètre : Quels défis pour l'Europe ? » sur Le Taurillon, www.taurillon.org, 4 janvier 2019.

QUESTIONS DE DÉBAT

- Et vous ? Quel est votre sentiment à l'égard de l'Union européenne ?
- Pensez-vous qu'une refondation de l'Union européenne autour d'un projet positif est encore possible ?
- Duquel des mouvements ou initiatives décrits dans l'article vous sentez-vous le plus proche ? Pourquoi ?

Edito

Une mosaïque d'intérêts divergents

2



Malgré toutes les critiques justifiées sur le fonctionnement des institutions européennes, une question traverse - voire divise - la gauche et va sans doute se cristalliser à l'approche des élections : comment dénoncer l'Europe néolibérale sans pour autant faire le lit de l'extrême droite ?

L'Europe au quotidien

L'Europe, ça sert à quoi ?

3



Le rôle de l'UE et ses champs d'action restent flous dans la tête des citoyens. Mis à part l'argument souvent avancé - et non des moindres - du maintien de la paix, que nous apporte l'Union européenne de positif dans notre vie quotidienne ?

Populisme et migration

La tache brune s'agrandit

6



La conclusion d'une étude menée en novembre 2018 par le journal britannique The Guardian sur le populisme en Europe était sans appel. En 2018, un Européen sur quatre (25%) vote pour un parti populiste. Vingt ans plus tôt, ils n'étaient que 7%.

Interview

L'Europe doit redevenir une force d'attraction

9



Pour Arnaud Zacharie, l'avenir de l'Europe ne se limite pas à un choix entre le néolibéralisme et le national-populisme. Il n'y a pas encore de force politique homogène pour défendre un projet de transition écologique et sociale, mais il y a de l'espace pour une Europe ouverte et multilatérale, malgré des lignes de fractures mal cicatrisées.

Perspectives

Un « Plan Marshall » européen pour le climat

14



Le Pacte Finance-Climat est une initiative séduisante lancée par un collectif à l'échelle européenne. Ses deux axes principaux : mettre la création monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE) au service de la lutte contre le dérèglement climatique et contre le chômage, et créer en parallèle un impôt européen sur les bénéfices.

Nouveaux mouvements

Ultra critiques mais ultra Européens

16

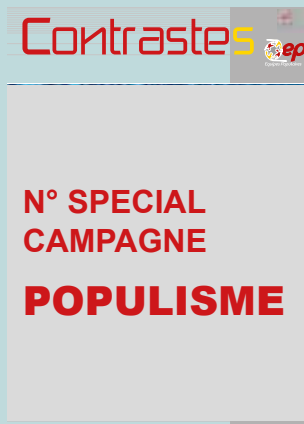


Les derniers mois, plusieurs initiatives progressistes pro-européennes ont vu le jour. Des mouvements ou collectifs en appellent à refonder l'Union européenne par la justice sociale et la démocratisation. Vu l'actualité politique, ce positionnement ne mériterait-il pas davantage notre soutien ?

Nos derniers Contrastes



Notre prochain Contrastes



ISI informatique

